

ÉDITORIAL

Le défi de l'intégration sociale des personnes migrantes revêt de nombreuses dimensions dont celle du sport, qui peut agir comme maillon de la chaîne de l'inclusion. Le sport est un mouvement universel dont le pouvoir fédérateur permet de rassembler les populations autour de valeurs communes, de l'échange et de la solidarité, là où les différences culturelles et les barrières de la langue peuvent parfois les éloigner. De nombreuses initiatives citoyennes en France, mais aussi en Europe, se sont ainsi saisies du sport comme vecteur de lutte contre les discriminations et l'intolérance et de renforcement du tissu social à l'échelle locale.

Les aspects bénéfiques du sport sur les parcours d'intégration des réfugiés sont multiples, permettant de rompre l'isolement et de créer du lien avec les communautés d'accueil. La pratique sportive agit également comme outil thérapeutique contribuant à une meilleure santé physique et mentale, et favorisant la reconstruction, souvent nécessaire suite à l'expérience douloureuse de l'exil et du parcours migratoire.

Permettre l'accès aux bienfaits du sport à toute personne migrante en exprimant l'envie et le besoin représente un réel enjeu, tout particulièrement pour les publics vivant en situation de précarité. Ce défi, relevé quotidiennement par les initiatives d'acteurs associatifs, nécessite une plus grande implication des pouvoirs publics pour permettre la mise en œuvre de démarches d'accompagnement globales incluant de manière effective le sport parmi les composantes de l'intégration.

Delphine ROUILLEAULT
DIRECTRICE GÉNÉRALE
DE FRANCE TERRE D'ASILE



© France terre d'asile

SOMMAIRE

- P. 2** Le sport, champion de l'inclusion des personnes exilées
- P. 4** Zoom sur... le projet FIRE, Football Including Refugees
- P. 5** Soigner par le sport
- P. 6** Zoom sur... Kabubu
- P. 7** La place du sport chez les mineurs étrangers
- P. 8** La parole à... Masomah Ali Zada



© Soccs

Le sport, champion de l'inclusion des personnes exilées

Le sport regorge de bienfaits qui ont un réel impact sur les parcours d'insertion des personnes exilées. Leur permettre d'accéder à une activité physique et sportive régulière et adaptée a progressivement suscité l'intérêt de différents acteurs de l'inclusion sociale, tant associatifs qu'institutionnels.

Le sport, s'il est parfois à l'origine de l'exil, peut également jouer un rôle durant les différentes étapes du parcours d'accueil et d'insertion des personnes exilées. Il est depuis plusieurs décennies identifié de manière consensuelle comme un vecteur d'intégration¹. Dès la fin des années 1980, le Conseil de l'Europe prône l'insertion par le sport pour ses vertus sur la santé et sa capacité à façonner un esprit collectif². Au même moment, émerge en France un discours sur la «citoyen-

neté par le sport» visant à utiliser ce médium pour intégrer les populations issues de l'immigration³. Pendant les décennies qui suivent, de nombreuses initiatives tant aux niveaux international et européen que national voient le jour et se multiplient dans les années 2010. C'est d'ailleurs le cas en France, où le recours à des stratégies d'insertion par le sport devient fréquent. Il amène à questionner, plus généralement, les manières par lesquelles le sport s'affirme comme vecteur

d'insertion pluridisciplinaire dans le parcours des personnes migrantes en France.

LE SPORT, UN OUTIL INCLUSIF

Plusieurs composantes sont en jeu dans les parcours d'accueil et d'intégration des primo-arrivants et des bénéficiaires d'une protection internationale. Aux côtés de l'apprentissage de la langue ou de l'accès à l'emploi, le sport s'affirme comme un vecteur

d'insertion sociale. En effet, la pratique du sport chez les personnes exilées contribue à les rendre davantage acteurs et actrices de leur parcours d'insertion dans la société. Comme l'affirme le Conseil de l'Europe, le sport promeut le dialogue interculturel et renforce le tissu social parmi les personnes exi-

1 - GASPARINI W., «L'intégration par le sport : Genèse politique d'une croyance collective», *Sociétés contemporaines*, n°69, p7-23, 2008.

2 - CONSEIL DE L'EUROPE, *Intégration des migrants et des réfugiés : le rôle du sport*, 2018.

3 - Ibid 2.



lées ainsi qu'avec la population locale⁴. Le Ministère chargé des sports a ainsi intégré cet enjeu dans une première stratégie en 2013, visant à promouvoir le développement de la pratique sportive pour les publics marginalisés, incluant spécifiquement les personnes exilées⁵. S'en est suivie la création d'une plateforme en ligne mettant en avant des activités physiques et sportives qui leur sont dédiées⁶. Dans le même esprit, plusieurs axes de la Stratégie nationale pour l'intégration des réfugiés de 2018 ont identifié et valorisé le sport comme outil d'intégration parmi d'autres composantes⁷. Son efficacité tient notamment dans le fait que de nombreuses disciplines sportives ne nécessitent que peu de prérequis et de matériel. Au niveau local, plusieurs associations et clubs sportifs témoignent du pouvoir fédérateur du sport, à l'instar de l'équipe de cricket de Saint-Omer, les Soccs, composée majoritairement de jeunes réfugiés afghans, qui peut compter sur le soutien des locaux. Nombre d'entre eux, intéressés par une discipline méconnue en France, ont rejoint les rangs des bénévoles et partagent des moments d'échange et de solidarité avec les joueurs.



© Les Dégommeuses

DES POUVOIRS SANS LIMITES ?

Malgré les bienfaits pouvant être tirés de la pratique d'un sport, les personnes exilées font face à de nombreux freins dans leur accès à différents services et notamment aux loisirs. Les personnes exilées peuvent ainsi faire l'objet de doubles discriminations, se basant en partie sur leurs origines, mais également liées à leur genre, leur orientation

sexuelle ou bien un handicap. Plusieurs acteurs et actrices de l'inclusion sociale se sont appuyés sur le sport pour lutter contre ces inégalités. C'est le cas des Dégommeuses, une équipe de foot parisienne réservée aux femmes lesbiennes et aux personnes transgenres qui accueille des femmes exilées faisant face à des discriminations multiples.

Par ailleurs, le rôle périphérique attribué au sport dans les stratégies et programmes d'intégration, illustré entre autres par l'insuffisance de moyens alloués en termes financiers, humains et infrastructurels, s'oppose au besoin qu'il représente pour ces publics. Contrairement à d'autres initiatives portées par les institutions, les demandes d'activités sportives émanent régulièrement des publics accompagnés et se traduisent en programmes portés par le tissu associatif. Véritables acteurs des activités mises en place, les exilés s'affirment «comme les facilitateurs les plus importants»¹⁰. Leurs propres motivations et envies sont

donc à prendre en compte et l'urgence dans laquelle ils peuvent se retrouver ne leur permet pas toujours d'avoir la sérénité nécessaire pour organiser ou intégrer ces activités. La culture organisationnelle a donc également un rôle important à jouer, notamment en ce qui concerne les comportements et coutumes adoptés par les encadrants pour mobiliser les personnes accompagnées.

Les Jeux olympiques, engagés aux côtés des réfugiés

Les liens entre le sport et l'exil se consolident d'autant plus en octobre 2015 lorsque Thomas Bach, président du Comité international olympique (CIO), annonce la création des équipes olympique et paralympique des réfugiés pour les Jeux Olympiques (JO) de Rio de 2016⁸. À travers la mise en place de plusieurs initiatives, dont la Solidarité Olympique qui soutient l'entraînement des athlètes réfugiés, le CIO a démontré son engagement auprès des réfugiés. Plus récemment, le Ministère chargé des sports français a saisi l'opportunité que représentent les Jeux Olympiques de Paris en 2024 en signant une convention avec la Fondation olympique des réfugiés dans le but de déployer des programmes d'insertion par le sport à destination des populations réfugiées et déplacées présentes en Île-de-France⁹. Son élaboration est issue d'un travail de réflexion autour de l'héritage des Jeux, mené avec six partenaires, acteurs de l'insertion des populations exilées.

4 - Ibid 3.

5 - MINISTÈRE CHARGÉ DES SPORTS, *Pourquoi promouvoir l'éducation et l'insertion par le sport ?*, 2013.

6 - MINISTÈRE CHARGÉ DES SPORTS, *Plateforme sport et inclusion*.

7 - DIAIR, DGEF ET DIHAL, *Stratégie nationale pour l'accueil et l'intégration des personnes réfugiées*, 2018.

8 - COMITE INTERNATIONAL OLYMPIQUE, «Le CIO crée une équipe d'athlètes olympiques réfugiés», *Communiqué de presse*, 2 mars 2016.

9 - COMITE INTERNATIONAL OLYMPIQUE, «L'Olympic Refuge Foundation crée avec le ministère français chargé des Sports et un consortium de partenaires un nouveau programme pour les jeunes réfugiés en France», *Communiqué de presse*, 16 septembre 2021.

10 - MINISTÈRE CHARGÉ DES SPORTS, «Sport et populations déplacées : innover pour intégrer», Pôle Ressources National Sport-Innovations, Dossier thématique n°2, juin-juillet 2021.

Zoom sur... FIRE, *Football Including Refugees*

Né de la volonté de contribuer à l'intégration sociale des réfugiés et des demandeurs d'asile dans une Europe de plus en plus réticente à l'immigration, FIRE entend faire du football un véritable outil d'inclusion. Zoom sur un projet engagé sur le terrain.

Financé par l'Union européenne et porté par un consortium coordonné par le think tank européen Sport et Citoyenneté, le projet FIRE, *Football Including Refugees*, a vu le jour début 2019 et entend promouvoir l'inclusion et la socialisation des populations exilées par l'accès au football. « Nous nous sommes rendus compte que beaucoup d'acteurs partout en Europe partageaient le même objectif: développer l'accès à la pratique du football, l'un des sports qui bénéficie le plus de subventions publiques, d'infrastructures et de représentation territoriale en Europe, comme moteur d'inclusion sociale », explique Rodolphe Doité, responsable des Affaires européennes de Sport et Citoyenneté.

Dans un premier temps, le think tank a consulté différentes fédérations nationales, comme celles de Roumanie, de Pologne, de Belgique ou encore d'Italie, pour identifier les initiatives mises en place par les clubs amateurs de football afin d'intégrer les réfugiés sur le territoire européen. Les clubs retenus ont ensuite pu bénéficier de fonds alloués par la Commission européenne pour réaliser divers événements avec les personnes réfugiées, tels que des tournois, des conférences, ou encore des temps d'échange

réunissant les populations locales et migrantes. Ces moments de partage permettent de créer du lien et de réaliser « que la culture d'origine des réfugiés et les différentes cultures européennes ne sont pas nécessairement en confrontation mais présentent des similitudes et peuvent être complémentaires, notamment par le sport », explique Rodolphe Doité.

« Au-delà des initiatives concrètes de clubs amateurs dans plusieurs États européens, l'objectif de FIRE est aussi de développer une approche méthodologique afin d'offrir des outils à de nouveaux acteurs locaux et associatifs qui souhaitent mettre en place leur propre démarche d'inclusion, mais qui ne disposent pas d'assez d'informations, d'infrastructures

ou de formation », ajoute-t-il. Pour cela, Sport et Citoyenneté a développé un MOOC¹¹, une plateforme gratuite, accessible en ligne, et contenant de nombreuses informations telles que des définitions juridiques relatives au statut des réfugiés, migrants et demandeurs d'asile, des interviews d'experts et un répertoire de bonnes pratiques.

Depuis janvier 2021, le projet s'est adapté pour devenir FIRE+, *Further Football Including Refugees*, et propose des modules supplémentaires destinés à renforcer l'intégration sociale des femmes et des jeunes filles réfugiées ou demandeuses d'asile ainsi que des mineurs non accompagnés, qui rencontrent des problématiques spécifiques dans leur parcours d'intégration, telles que le

manque d'infrastructures et d'horaires adaptés, notamment en lien avec la garde d'enfant. « Nous avons la volonté de créer des espaces sûrs, détaille Rodolphe Doité, pour que ces femmes, qui ont des parcours de vie parfois très douloureux et marquants, puissent elles aussi se sentir en sécurité et accéder à ces activités ».

À ce titre, le responsable rappelle l'importance de replacer l'utilisation du sport dans une « politique publique d'intégration globale qui prend en compte toutes les dimensions de l'inclusion sociale des demandeurs d'asile et réfugiés, allant de l'accueil à l'accès à l'emploi, en passant par le droit au logement et à l'éducation ». Pour cela, l'enjeu de l'intégration peut être appréhendé à travers l'échelon européen, qui permet aux États membres de réfléchir ensemble à un problème commun par l'échange d'expériences et les possibilités de financements, mais aussi par l'échelle locale, en soutenant les acteurs de la société civile locaux et associatifs soucieux de lier leur engagement sportif à une prise de conscience quant au rôle que peut jouer le sport comme moteur d'inclusion.



© FIRE

11 - MOOC (Massive Open Online Course) du projet FIRE

Soigner par le sport

Plusieurs initiatives alliant sport et méthodes thérapeutiques ont fait leurs preuves comme outil adapté pour soulager les souffrances psychiques portées par de nombreuses personnes exilées et contribuer à l'amélioration de leur santé mentale.

Les personnes exilées font fréquemment l'objet de souffrances psychologiques multiples¹². Le rapport 2019 du Comité pour la santé des exilés (Comede) a révélé que 64 % des situations documentées par les professionnels du Comede entre 2013 et 2017 étaient caractérisées par des syndromes psycho-traumatiques¹³, dus à des antécédents de violences répétées (tortures, viols, humiliations...). Ces troubles de la santé mentale peuvent également être dus aux situations de précarité lorsque les mesures d'accueil ne sont pas optimales¹⁴. Le sport peut en ce sens représenter un outil thérapeutique efficace. En effet, la pratique sportive produit différents effets psychologiques positifs à court terme (diminution de la tension nerveuse qui favorise la détente physique et mentale), et à long terme, en cas de pratique régulière (amélioration de la santé générale, meilleure gestion du stress, amélioration de l'image, l'estime et la confiance en soi...) ¹⁵.

Tenant compte de ces effets bénéfiques, plusieurs acteurs en contact avec des personnes exilées ont développé des programmes visant à améliorer la santé du public accompagné. C'est d'ailleurs l'un des objectifs du programme mis en place par l'association Fútbol Más au Centre d'hébergement

d'urgence pour migrants (CHUM) d'Ivry-sur-Seine. Les activités proposées visent à « améliorer l'accès à une pratique sportive hebdomadaire qui contribue à une meilleure perception du bien-être chez les résidents et les familiarisent avec des bonnes pratiques pour une meilleure santé physique et mentale » souligne Zina Mameri, responsable opérationnelle et pédagogique chez Fútbol Más France.

FOCUS SUR LES FEMMES EXILÉES

Les femmes exilées, du fait des discriminations et violences de genre qu'elles ont pu subir, sont davantage susceptibles de souffrir de traumatismes spécifiques, nécessitant une prise en charge adaptée. Leur rapport au corps est parfois devenu si complexe que la pratique d'une activité sportive peut faciliter le processus de reconnexion entre le corps et l'esprit, lorsqu'ils ont été dissociés du fait des violences subies. Laurence Fischer, en créant l'association Fight for Dignity, a développé une méthode centrée sur ce travail de reconnexion, à destination des femmes victimes de violences accompagnées à la Maison des femmes de Saint-Denis. Des séances de karaté sont donc prescrites par les professionnels de santé à des femmes,



▲ Séances de karaté organisées par l'association Fight for Dignity. © Géraldine Aresteanu

dont une grande partie sont exilées, dans le cadre de leur parcours de soin. Sabine Solmon, présidente de l'association affirme que « le karaté fait partie des médicaments, c'est un sport thérapeutique », il leur permet « de reconstruire leur corps ou le découvrir pour certaines ».

Dans le même esprit, le programme Potenti'Elles de Kabubu, crée des binômes entre une femme exilée et une femme locale, et se base sur des activités sportives douces comme le yoga pour favoriser ce processus de reconnexion, auxquelles s'ajoutent des activités de découverte pour retrouver sa capacité à agir. Le fonctionnement en binôme encourage l'inclusion sociale

à travers la création d'amitiés et améliore le bien-être physique comme mental. À la fois outil thérapeutique mais aussi vecteur d'inclusion, le sport permet ainsi de mieux vivre l'exil.

12 - PETIT V. ET WANG S., « Éditorial : La santé mentale en migrations internationales », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 34, n°2 et 3, 2018.

13 - COMEDE, *Rapport d'activité et d'observation*, p.82, 2019.

14 - LOUMONVI K., « L'impact des parcours migratoires sur la santé mentale des demandeurs d'asile », *E-Migrinter*, n°21, 2020.

15 - POIREL E., « Bienfaits psychologiques de l'activité physique pour la santé mentale optimale », *Santé mentale au Québec*, vol. 42, n°1, p. 147-164, 2017.

Zoom sur... Kabubu

Kabubu, «l'amitié par le sport» en swahili, a fait de son nom sa devise. L'association sportive voit le jour en 2018, à l'occasion d'un challenge portant sur l'héritage des Jeux Olympiques de Paris 2024, organisé par Makesense, un incubateur d'initiatives sociales. Zoom sur cette association innovante et dynamique.

Conscient du rôle que le sport pouvait jouer dans le parcours d'insertion des personnes exilées, les membres de Kabubu ont progressivement développé leurs actions autour de trois blocs. Le premier concerne l'organisation d'activités sportives hebdomadaires, du yoga au basket en passant par la boxe ou le hip-hop, ouvertes à tous et sur donation libre. Réunissant des personnes locales comme exilées, ces séances de sport voient des amitiés se créer dans une ambiance de solidarité et de partage. De plus, les ateliers sportifs favorisent un apprentissage ludique du français, *«les contacts réguliers avec les moniteurs sont plus efficaces que des cours traditionnels pour l'apprentissage du français, cela leur donne un cadre assez sécurisé pour pouvoir pratiquer»*, souligne Stéphane Oyono

Bisso, membre de Kabubu. D'autant plus qu'*«il n'y a pas besoin de parler le même langage pour pratiquer»*. Kabubu facilite également l'accès au sport aux résidents exilés de structures d'accueil et d'hébergement, notamment dans deux maisons d'accueil provisoire et d'accompagnement pour mineurs isolés étrangers gérées par France terre d'asile.

Kabubu porte également un programme de valorisation de compétences – Ambassadors – qui consiste à former des bénévoles autour d'ateliers sportifs, dans le but de promouvoir à plus grande échelle l'inclusion des exilés par le sport. Si ces programmes fonctionnent, c'est en partie grâce à la vision générale du sport dans l'imaginaire collectif. Alors que *«l'intégration des réfugiés et l'immigration alimentent le débat public,*

l'opinion publique s'accorde sur le sport et les valeurs qu'il véhicule», affirme Stéphane Oyono Bisso. Se pratiquant sur un terrain neutre, l'aspect apolitique du sport fait consensus.

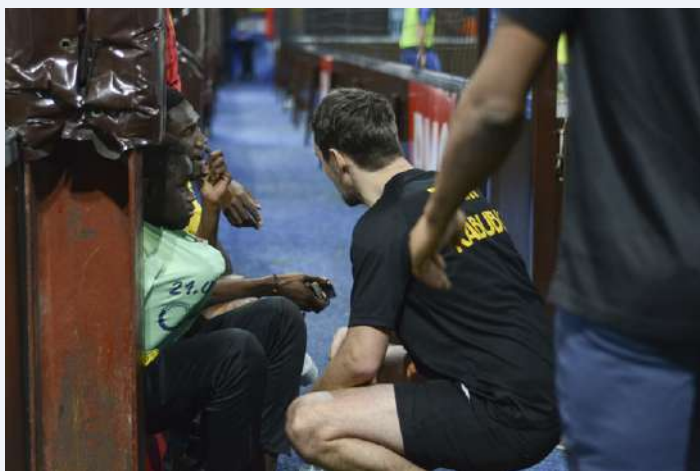
L'association se démarque également par ses formations professionnalisantes à deux métiers du sport (animateur sportif et sauveteur aquatique) à destination des bénéficiaires d'une protection internationale. Elles s'inscrivent dans le programme porté par la Fondation olympique pour les réfugiés (ORF), le Ministère chargé des sports et un consortium de six partenaires associatifs pour les JO de Paris, visant à déployer des programmes d'insertion par le sport. À travers l'acquisition de compétences professionnelles, les réfugiés formés à ces métiers contribuent à leur tour à améliorer de manière durable les dispositifs d'intégration des personnes exilées.

Ayant constaté que les femmes exilées faisaient face à des freins spécifiques dans leur parcours d'insertion, incluant l'accès aux programmes sportifs où elles sont sous-représentées, Kabubu a développé Potenti'Elles, un programme qui s'adresse à toutes les femmes. Permettant de surmonter les obstacles pratiques ou culturels que les femmes exilées rencontrent dans la pratique du sport, il se base sur des tandems solides

créés entre une femme exilée et une citoyenne locale. *«Participer au programme m'a donné confiance en moi. J'ai aimé me retrouver avec les filles, je me sens bien dans ce groupe, pas comme une étrangère»*, témoigne Olga, l'une des participantes.

Cependant, Kabubu ce n'est pas que du sport. Toujours dans l'objectif de double dynamique d'inclusion, l'association organise également un atelier «Fresque de la migration», un jeu de cartes ludique autour de la compréhension du parcours migratoire et administratif des personnes réfugiées. Kabubu met une fois de plus l'accent sur le partage de savoirs et d'expérience à travers la sensibilisation des populations locales.

Kabubu s'affirme donc comme un acteur innovant de la solidarité par le biais du sport. Comme décrit dans leur mission: *«Sur le terrain, nous gagnons ou nous perdons. Nous réussissons ou nous échouons. Nous essayons. Nous partageons des sourires, des messages d'encouragement, des moments de doute. Quoi qu'il advienne, nous sommes tous ensemble»*.



© Kabubu



La place du sport chez les mineurs étrangers

Le jeu et les activités sportives sont un droit pour tous les enfants. Les bienfaits du sport sont décuplés et peuvent avoir un réel impact dans le parcours d'insertion, notamment scolaire, des jeunes exilés qui arrivent en France.



▲ Fútbol Más a développé une méthodologie innovante dans le sport. Les cartons verts accompagnent les enfants dans toutes les attitudes et comportements positifs. © Fútbol Más

L'article 31 de la Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE) prévoit que tous les enfants ont le droit de jouer, d'avoir des loisirs, des activités sportives, culturelles et artistiques. En ce qui concerne les jeunes réfugiés, ce droit est transcrit dans un plan quadriennal adopté par la Fondation olympique des réfugiés (FOR) visant à rendre le sport accessible à un million de jeunes déplacés dans le monde d'ici 2024¹⁶. Si le sport apporte de nombreux bienfaits aux personnes exilées, il représente pour de nombreux mineurs aussi un réel besoin.

UNE ÉCOLE DE LA VIE

Le sport c'est l'«apprentissage des règles sportives qui se traduisent par l'apprentissage des règles sociales»¹⁷.

Leur transmission favorise l'intégration de valeurs et de normes communes, favorisant l'insertion de ces mineurs dans le milieu scolaire. Les classes UPE2A¹⁸, réservées aux enfants allophones, adaptent d'ailleurs leur programme en réunissant généralement leurs élèves à ceux des autres classes durant les cours d'éducation physique et sportive. Le sport s'affirme donc souvent comme le premier point de contact entre les jeunes exilés et locaux.

Pendant leur temps libre, certains jeunes, notamment les mineurs isolés étrangers (MIE) pris en charge par l'Aide sociale à l'enfance dans des établissements d'accueil, ont parfois l'occasion de faire du sport. Yoann Alsaleh, éducateur spécialisé dans une des maisons d'accueil de France

terre d'asile à Paris, a à cœur de développer des partenariats avec des structures sportives comme l'association ROC14, qui emmène les jeunes faire de l'escalade une fois par mois. L'éducateur se réjouit de voir les jeunes qui «s'investissent, créent des liens, apprennent les règles du respect entre eux et intègrent un cadre. C'est un véritable succès».

UN EXUTOIRE

Le sport se présente souvent comme une référence familière pour des mineurs déracinés qui se retrouvent en France après plusieurs mois, voire plusieurs années de parcours migratoire, dans des situations de grande précarité, durant lesquels ils n'ont pas eu accès à des activités adaptées à leur âge. Un match de football, un cours de danse ou un tournoi de cricket leur permettent d'oublier quelques instants les soucis du quotidien. À travers le jeu sportif, ils peuvent exprimer leurs émotions, rire et retrouver de l'espoir.

Cependant, cette échappatoire à ses limites. Alors que certaines structures bénéficient de budgets spécifiques pour les activités sportives, d'autres n'en n'ont pas. Dans le dispositif de France terre d'asile de mise à l'abri d'urgence de Pajol, qui accueille

les jeunes sur de courtes périodes le temps de l'évaluation de leur minorité, «le sport n'est pas une priorité dans les missions de ces dispositifs puisque les jeunes sont en transition [...] cependant, la situation psychologique dans laquelle ils se retrouvent à ce moment de leur prise en charge peut être critique et des moments de détente sont extrêmement appréciés et salutaires pour eux», explique Mehdi Ait Lachgar, Chef de service de la structure. L'association Abris de l'espoir anime donc pour ces jeunes des entraînements de football tous les samedis matin.

Ce manque de moyens demande souvent aux éducateurs de faire preuve d'inventivité et de persévérance. Les initiatives mises en place par le tissu associatif, parfois impulsées au niveau institutionnel, se couronnent régulièrement de succès, offrant aux jeunes exilés une bouffée d'oxygène appréciée dans leur parcours d'insertion.

16 - FONDATION OLYMPIQUE DES REFUGIES, «L'Olympic Refugee Foundation, plus que jamais engagée pour que les jeunes déplacés s'épanouissent grâce au sport», Communiqué de presse, 16 mars 2021.
17 - PANTALEON N., «Socialisation par les activités sportives et jeunes en difficultés sociales», *Empan*, n°51, 2003.
18 - Les unités pédagogiques pour élèves allophones arrivants (UPE2A) permettent aux élèves concernés de bénéficier d'un enseignement renforcé en français langue étrangère.



LA PAROLE À...

MASOMAH ALI ZADA



▲ Masomah à Tokyo pour les Jeux olympiques de 2020.
© Masomah Ali Zada

Masomah Ali Zada, 25 ans, est étudiante en 3^e année de génie civile à l'Université de Lille. Réfugiée afghane installée en France depuis plus de 4 ans, elle est aussi athlète olympique en contre-la-montre (cyclisme). Elle a défendu les couleurs de l'équipe olympique des réfugiés aux JO 2020 de Tokyo, ce qui fait d'elle la première réfugiée en France à participer aux JO dans cette équipe.

Qu'est-ce que vous reprenez de votre participation aux JO de Tokyo ?

Au début je voulais participer au nom de mon pays, mais je n'ai pas pu. Au final l'équipe olympique des réfugiés, c'est beaucoup plus que mon pays. J'ai pu envoyer un message d'espoir à tous les réfugiés dans le monde. J'ai aussi appris que les JO sont difficiles et que tous les athlètes doivent faire des sacrifices pour s'entraîner. Me concernant, les JO m'ont appris à être patiente, à davantage résister. J'utilise toujours cet apprentissage dans ma vie quotidienne. Les études de génie civil c'est très compliqué pour moi à cause de la barrière de la langue, mais j'ai fait les JO jusqu'à la fin donc je vais aussi continuer mes études jusqu'au bout. Les JO c'est beaucoup plus large que la compétition.

De quelles manières percevez-vous l'engagement du Comité international olympique (CIO) pour améliorer l'accès au sport des personnes réfugiées ?

Je voulais remercier le CIO d'avoir créé cette équipe, parce que c'était une chose qui manquait aux réfugiés. C'était difficile au début de faire les démarches mais une famille française passionnée de cyclisme m'a beaucoup aidée. Il fallait d'abord prendre contact avec la Fédération française de cyclisme, qui devait ensuite contacter le Comité olympique français, qui lui-même devait ensuite

demandeur au Comité international olympique. Le CIO m'a donné une bourse fin 2019 qui m'a permis de faire des compétitions plus loin, d'acheter les équipements, et aussi deux mois avant la course, de m'envoyer au Centre mondial de cyclisme (en Suisse) avec un coach qui m'a aidée à progresser. Là-bas, j'étais une des seules réfugiées à participer aux JO, donc j'ai senti la chance que j'avais. C'était important pour eux de défendre les droits d'une femme afghane. Finalement, j'ai été sélectionnée dans l'équipe olympique des réfugiés. Tout ce qui était possible pour un athlète m'a été donné.

Comment arrivez-vous à combiner vos études en génie civil à l'Université de Lille, et la pratique aussi intensive du cyclisme ?

J'ai intégré le programme PILOT en 2017, qui permet à des demandeurs d'asile d'étudier à l'Université de Lille. C'est dur de gérer mes études et le cyclisme. Il faut faire des concessions, j'ai dû diviser une année de cours en deux pour participer aux JO.

Quelle place a pris le sport dans votre parcours d'insertion en France ?

C'est grâce au sport que j'ai pu venir en France. Arte m'avait filmée pour un reportage sur les femmes cyclistes à Kaboul. Il m'a permis d'être invitée à participer à une course à Albi. Là-bas, cette famille française passionnée

de cyclisme est venue me rencontrer. De retour en Afghanistan j'ai été menacée parce que les femmes à vélo sont très mal vues. Cette famille m'a aidée à obtenir des visas pour moi et ma famille pour venir en France. Nous nous sommes installés en Bretagne. Elle m'a ensuite soutenue pour faire des études, à continuer le vélo... Tout ce que j'ai c'est grâce au sport.

Quel message transmettez-vous à travers la pratique de haut niveau d'un sport désormais interdit pour les femmes en Afghanistan ?

Les femmes à vélo étaient déjà victimes de menaces dans le pays et maintenant les talibans interdisent aux femmes d'étudier librement alors qu'elles veulent contribuer à faire progresser la société afghane. Il ne faut pas rester silencieux. Le monde, et surtout les médias, doivent aider les femmes en Afghanistan pour qu'elles récupèrent leur liberté. La seule chose dont j'ai envie, c'est d'être une voix pour elles, parce qu'elles n'ont pas les moyens d'envoyer leur voix à travers le monde et on est là pour que ça bouge. J'envoie de la puissance et de la passion pour ces femmes, et je pense tout le temps à elles. J'ai beaucoup d'espoir. Les soirs sont très noirs pour les femmes en ce moment et je suis sûre que le soleil va revenir et qu'elles pourront briller de nouveau.

La lettre de l'asile et de l'intégration
Une publication de France terre d'asile
Siège social
24, rue Marc Seguin - 75 018 Paris
Tél. : 01 53 04 39 99
Fax : 01 53 04 02 40
e-mail : infos@france-terre-asile.org
www.france-terre-asile.org

Directrice générale :
Delphine Rouilleault
Rédacteur en chef : Hugo Repetto
Comité de rédaction :
Fatiha Mlati, Hugo Repetto,
Antoine Mayrand, Mathilde Prévost,
Ophélie Madinier, Deborah Prati,
Julie Versino, Corentin Rivet,
Jeannette Marié, Jeanne Chomton.

Cette lettre est réalisée dans le cadre des projets européens soutenus par le fonds asile, migration, intégration.

Mise en page :
Ophélie Rigault, www.oedition.com

ISSN : 1769-521-X

